

## Tendances conjoncturelles

### 1<sup>er</sup> trimestre 2013

T  
E  
N  
D  
A  
N  
C  
E  
S

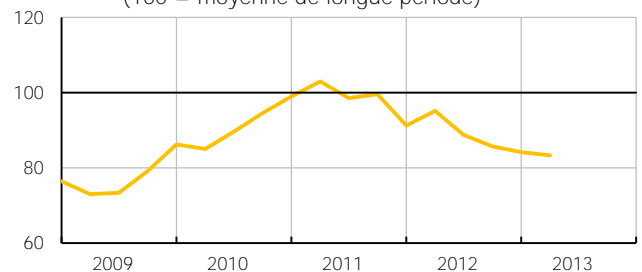
## LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA RÉUNION

### La dégradation du climat des affaires se poursuit

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se dégrade à nouveau au premier trimestre 2013, pour s'établir à 83,3 points. L'ICA continue ainsi de s'éloigner de sa moyenne de longue période. Son recul est toutefois moins prononcé qu'aux trimestres précédents (- 0,9 point). La composante future de l'ICA (qui résume les anticipations des entrepreneurs pour le trimestre à venir) explique intégralement la baisse de l'indicateur au premier trimestre 2013. La dégradation de la trésorerie en particulier pourrait s'accroître, et les effectifs reculer. Bien que toujours dégradé, le jugement des chefs d'entreprise sur le trimestre passé se stabilise.

#### Indicateur du climat des affaires à La Réunion

(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

La dépense des ménages est mal orientée, dans un contexte de recul des prix à la consommation. Les prévisions d'investissement restent toujours en baisse. Le marché du travail se stabilise néanmoins, avec notamment une progression des offres d'emplois durables et un léger recul du nombre de réunionnais inscrits à Pôle emploi.

Les exportations décélèrent en dépit d'une hausse des exportations des produits des industries agroalimentaires. En parallèle, les importations se contractent pour l'ensemble des regroupements de produits.

Pour le troisième trimestre d'affilée, l'ensemble des secteurs de l'enquête sont touchés par un affaiblissement de leur activité, à l'exception du BTP qui devrait être mieux orienté au prochain trimestre selon les entrepreneurs interrogés.

### ÉVOLUTIONS CONTRASTÉES DES ÉCONOMIES DES PAYS DE LA ZONE OcéAN INDIEN

Le ralentissement de l'économie malgache se confirme au premier trimestre 2013. L'investissement marque le pas, avec une baisse de 0,7 % de l'encours de crédits à long terme octroyés au secteur privé entre décembre 2012 et février 2013. Les importations de biens d'équipement se contractent, ainsi que celles de biens alimentaires. L'activité touristique est également mal orientée. Seules les exportations de biens, notamment de minerais, progressent.

Aux Seychelles, l'activité touristique reste bien orientée, avec une progression de 19,2 % du nombre de touristes au premier trimestre 2013 en glissement annuel. Les exportations de produits de la pêche restent dynamiques. Parallèlement, l'encours des créances privées s'accroît de 4,1 %.

L'économie sud africaine ralentit au premier trimestre 2013, avec une croissance du PIB de 0,9 % (CVS) contre + 2,1 % le trimestre précédent. L'activité de l'industrie manufacturière recule de 7,9 %, alors que l'industrie minière se redresse après plusieurs mois de grève qui ont fragilisé le secteur.

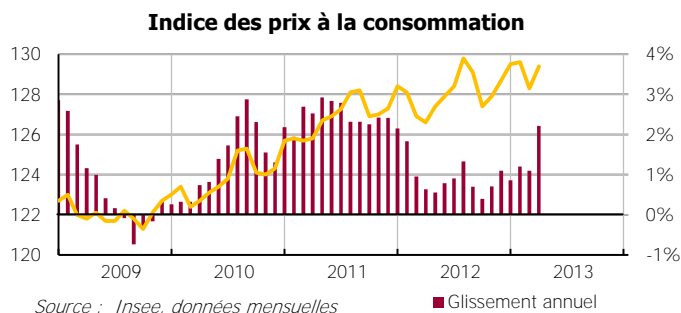
A Maurice, la croissance du PIB est estimée à 3,3 %, à prix courants, pour l'année 2012 par le bureau mauricien de la statistique, soit un rythme stable par rapport à 2011 (+ 3,5 %). Cette progression s'explique par la bonne orientation de la consommation des ménages (+ 2,6 %), ainsi que des exportations de biens et services qui augmentent de 4,8 % sur un an. A l'inverse, l'investissement recule de 1,8 %, notamment l'investissement privé (- 3,7 %), en raison de l'achèvement de certains grands projets de construction (hôtels et centres commerciaux).

Aux Comores, la hausse du PIB est estimée à 2,4 % en 2012, à prix constants, selon le FMI.

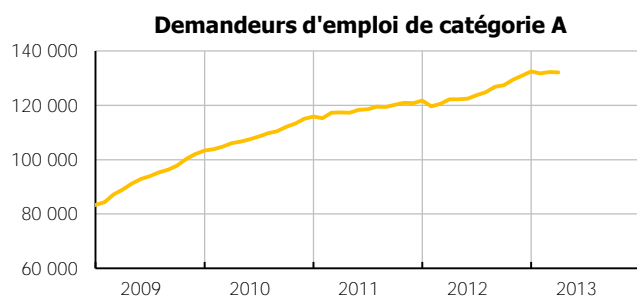
## Légère baisse des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation (IPC) se contracte légèrement de 0,1 % au premier trimestre 2013. Les prix des produits manufacturés et des services reculent respectivement de 2,2 % et de 1,9 %. A contrario, ceux de **l'énergie** progressent de 7,6 % sur le trimestre, en raison de la hausse des prix des produits pétroliers (+ 10,2 %). Cette dernière est essentiellement imputable à la suppression fin février du subventionnement du prix du gaz, qui passe de 15 € à 21,73 €. Par ailleurs, **l'augmentation marquée des cours internationaux du super carburant et du gazole n'a été que partiellement amortie par l'appréciation de l'euro**. Les prix de **l'alimentation** augmentent également (+ 4,4 %). Ceux du tabac restent stables pour le deuxième trimestre d'affilée.

En glissement sur un an, la hausse des prix **s'élève à 2,2 %**. Elle s'explique par un point bas observé en mars 2012, en lien avec la mise en place à cette date de prix subventionnés pour les carburants et les gaz.



## Stabilisation du marché du travail



A fin mars 2013, le **marché de l'emploi se stabilise**. Le nombre de réunionnais inscrits à Pôle emploi en catégorie A enregistre une légère baisse de 0,3 % (CVS) par rapport à fin décembre 2012, contre une hausse de 2,7 % au niveau national. **Il s'établit ainsi à 132 110 demandeurs d'emploi** réunionnais. Le nombre de personnes âgées de plus de 50 ans inscrites à Pôle emploi se contracte sur le trimestre, en particulier chez les femmes.

L'**offre d'emploi** cumulée sur le premier trimestre recule une nouvelle fois (- 9,6 %, CVS), en raison notamment du repli de l'**offre d'emplois non durables** (- 16,6 %). Parallèlement, le nombre d'**emplois durables collectés** augmente légèrement (+ 0,3 %).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi progresse de **8,1 %** (CVS). Si les allocataires de l'**assurance chômage** progressent moins vite (+ 3,3 %), les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA « socle ») augmentent de 12,3 %. De plus en plus de demandeurs d'emploi réunionnais ont ainsi épuisé leurs droits à indemnisation.

## Mauvaise orientation de la consommation des ménages

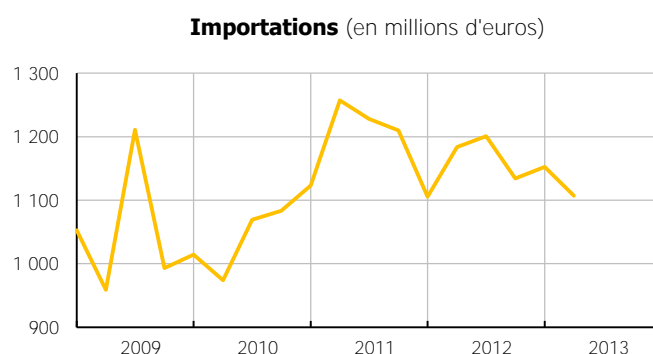
La meilleure orientation de la consommation des ménages **constatée à la fin de l'année 2012** ne se confirme pas au premier trimestre 2013.

Les importations de produits des industries agroalimentaires et de produits courants reculent respectivement de 1,4 % (CVS) et de 2,8 %. **Celles des biens d'équipement à destination du foyer** baissent pour le cinquième trimestre consécutif (- 6,9 %). Les ventes de véhicules neufs se redressent néanmoins. Elles augmentent de 6,7 % (CVS) contre - 6,9 % au quatrième trimestre 2012.

Les encours des crédits à la consommation diminuent de 1,9 % sur le trimestre, et de 0,8 % en glissement annuel.

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages se dégradent. Les dossiers déposés à la Commission de surendettement augmentent de 2,4 % au premier trimestre 2013 par rapport à la même période en 2012. Par ailleurs, le nombre de personnes physiques interdites bancaires progresse de 3,2 % sur le trimestre, et celui des incidents de paiement par chèques gagne 1,2 %.

La mauvaise orientation de la consommation est corroborée par les professionnels du secteur du commerce. Ils jugent en effet leur activité toujours dégradée **et font état d'une forte détérioration de leur trésorerie et de leurs délais de paiement**. Les chefs d'**entreprise** sont également pessimistes sur leur activité au deuxième trimestre.



## L'investissement reste en berne

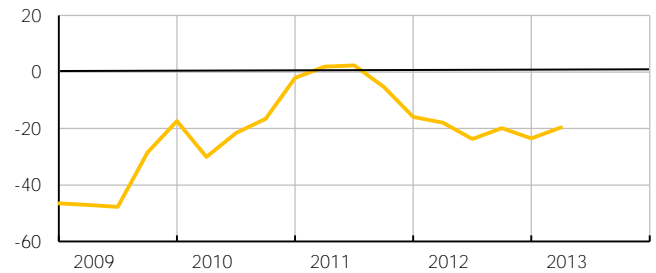
Les intentions d'investir des entrepreneurs restent dégradées.

Plusieurs indicateurs appuient le pessimisme des chefs d'entreprise. Alors qu'elles finissaient l'année 2012 en hausse, les importations de biens intermédiaires et les ventes de véhicules utilitaires se contractent respectivement de 9,3 % (CVS) et 15,7 % (CVS). Le recul des importations de biens d'équipement professionnel se poursuit (- 1,1 %, CVS), mais à un rythme moins soutenu qu'aux deux trimestres précédents.

Les encours des crédits à l'investissement des entreprises repartent à la baisse (- 2,3 %) après avoir augmenté au quatrième trimestre. Ils diminuent de 1,3 % en glissement annuel.

Les attestations de conformité délivrées par le Consuel reculent traditionnellement en début d'année, mais progressent de 7,7 % en glissement annuel. Les encours bancaires des crédits à l'habitat des ménages baissent légèrement (- 0,9 %) tandis que ceux des entreprises sont en hausse de 3,4 %.

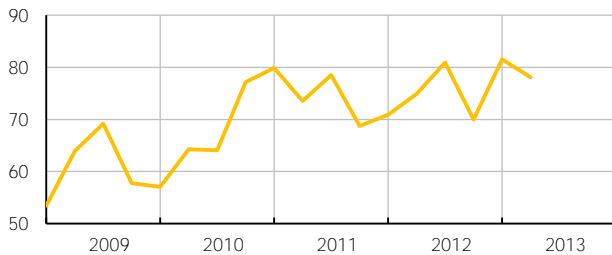
### Solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

## Repli des échanges de biens avec l'extérieur

### Exportations (en millions d'euros)



Source : Douanes, CVS IEDOM

Les importations se contractent de 4,0 % (CVS). L'ensemble des regroupements de produits contribue à cette évolution, notamment les importations de biens intermédiaires, de produits courants et de biens d'équipement à destination du foyer.

Les exportations s'inscrivent également en baisse (- 4,2 %, CVS), après une hausse de 16,5 % enregistrée au quatrième trimestre 2012. L'augmentation des exportations de produits des industries agroalimentaires ne compense pas la baisse des exportations de fruits exotiques, de déchets et des réexportations de produits pétroliers.

## LA PLUPART DES SECTEURS RESTENT MAL ORIENTÉS

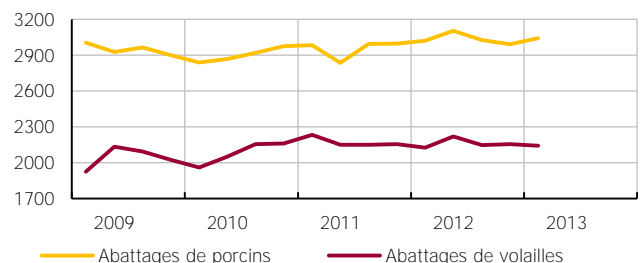
Comme au trimestre précédent, seul le secteur du BTP montre des signes d'amélioration.

L'activité du secteur de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage continue de se dégrader, conformément aux prévisions des professionnels interrogés le trimestre précédent. Les abattages de volailles fléchissent de 0,7 % (CVS). Les abattages de bovins baissent fortement (- 13,0 %) et s'établissent à un niveau historiquement bas. Ceux de porcins augmentent néanmoins de 1,7 %. Les chefs d'entreprise prévoient une détérioration moins marquée de leur activité au deuxième trimestre 2013.

Dans le secteur des industries agroalimentaires, le courant d'affaires se détériore, mais à un rythme moindre qu'au trimestre passé. La dégradation de la trésorerie et l'allongement des délais de paiement se poursuivent bien qu'ils soient moins accentués. Les intentions d'investir restent en berne et les chefs d'entreprise s'attendent à une nouvelle dégradation de leur activité au trimestre prochain.

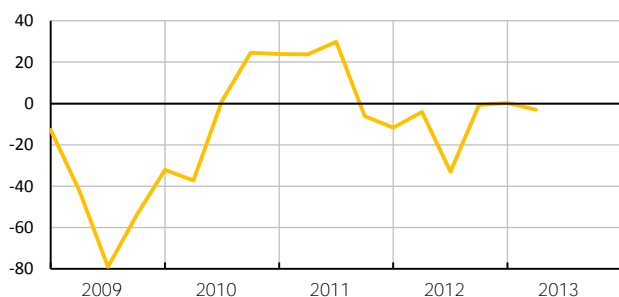
Le courant d'affaires du secteur des industries manufacturières baisse également. Les entrepreneurs anticipent toutefois une stabilisation des charges et une activité moins dégradée au trimestre prochain.

### Abattages de porcins et de volailles (tonnes)



Sources : Sicabat et Ariv, CVS IEDOM

### Solde d'opinion relatif à l'activité du BTP



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

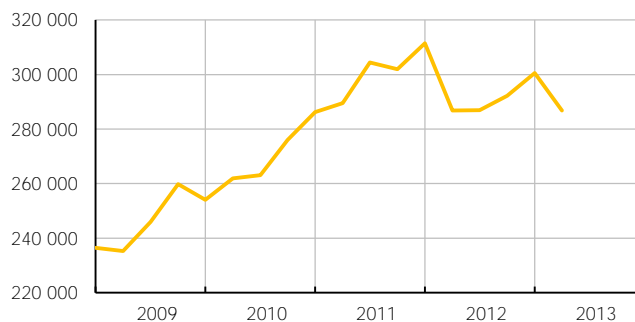
La diminution du **courant d'affaires** dans les **services marchands** continue et devrait être plus marquée au deuxième trimestre, selon les entrepreneurs interrogés. Ils prévoient par ailleurs une forte détérioration de leur trésorerie et un **alourdissement soutenu de leurs charges d'exploitation**.

Dans le secteur **touristique**, la **dégradation de l'activité entamée** début 2012 se poursuit. Le **nombre de passagers sur l'axe Réunion - Métropole** repart à la baisse au premier trimestre (- 4,6 %, CVS). Par ailleurs, la fréquentation hôtelière diminue à 62,0 %. Elle recule de 2,5 points en un an. Parallèlement, le nombre de nuitées chute de 0,8 % (CVS). Dans ce climat morose, **l'opinion des entrepreneurs pour le trimestre** à venir est très mal orientée.

L'activité dans le secteur du **bâtiment et des travaux publics** se stabilise, dans la lignée de la fin d'année 2012. Les professionnels interrogés prévoient une **amélioration de l'état de leurs charges et des investissements en hausse**. Selon eux, les prix devraient par ailleurs progresser et la trésorerie être mieux orientée. Ils sont généralement plus optimistes et anticipent une hausse de leur **courant d'affaires au deuxième trimestre 2013**.

**Malgré la stabilisation de l'activité**, les effectifs diminuent de 2,2 % (CVS) sur le trimestre. En baisse de 2,4 % en glissement annuel, les importations de ciment et de clinkers restent globalement faibles au premier trimestre 2013.

### Nombre de passagers sur l'axe Réunion - Métropole



Source : Aéroports de Gillot et de Pierrefonds, CVS

### DES PERSPECTIVES QUI S'AMÉLIORENT GLOBALEMENT

Les perspectives de l'économie mondiale se sont globalement améliorées, en dépit du maintien de facteurs de risque dans les pays avancés. Selon le FMI, la croissance mondiale devrait atteindre 3,25 % en 2013 et 4 % en 2014. On devrait constater une accélération progressive dans les principaux pays avancés, surtout aux États-Unis. Dans les pays émergents et en développement, la reprise est en revanche nette.

Aux États-Unis, la croissance du PIB réel se serait inscrite au premier trimestre à 2,5 % en rythme annualisé (après 0,4 % au quatrième trimestre 2012), sous l'effet notamment du dynamisme des dépenses de consommation des ménages et du gonflement des stocks. Au Japon, une reprise graduelle s'amorce depuis le début de l'année, encouragée par la stratégie gouvernementale en faveur d'une croissance de long terme pérenne.

Pour le cinquième trimestre consécutif, le PIB réel de la zone euro a affiché une croissance trimestrielle négative au quatrième trimestre 2012 (- 0,6 % après - 0,1 % au troisième trimestre 2012). Les derniers indicateurs disponibles montrent que cette atonie conjoncturelle s'est prolongée au printemps 2013, un soutien pouvant toutefois être attendu à moyen terme de l'effet bénéfique du dynamisme de la demande extérieure sur les exportations de la zone, ainsi que d'une politique monétaire accommodante.

En France, les premiers résultats du premier trimestre 2013 montrent un recul du PIB en volume de 0,2 % (après - 0,2 % au trimestre précédent), avec une consommation des ménages atone et un repli de l'investissement et des exportations.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance s'amplifierait selon le FMI de 5 % au premier semestre de 2013 à 6 % en 2014. En Chine, le taux de croissance demeure élevé, même s'il s'est infléchi en glissement annuel, à 7,7 % au premier trimestre 2013, après 7,9 % au trimestre précédent. L'activité devrait être également soutenue en Inde, tandis qu'au Brésil, elle profitera des baisses de taux d'intérêt intervenues en 2013 ainsi que des mesures destinées à promouvoir l'investissement.

Source : FMI/BCE/INSEE

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : juin 2013 – Dépôt légal : juin 2013 – ISSN 1952-9619